

ALAIN FINKIELKRAUT : «AU NOM DE LA LUTTE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE, ON SOUS-ESTIME LA HAINE DES JUIFS ET DE LA FRANCE»

• Le FIGARO VOX Publié le 26/07/2014

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Le philosophe Alain Finkielkraut a accordé un long entretien à FigaroVox dans lequel il donne en exclusivité son point de vue sur le conflit israélo-palestinien ainsi que sur ses répercussions en France.

Alain Finkielkraut est philosophe, écrivain et essayiste. Il construit une oeuvre autour de la transmission, la défense des humanités et la critique de la modernité. Son dernier livre, L'identité malheureuse, a suscité de très vifs débats et a connu un important succès de librairie.

FigaroVox: S'agissant du conflit israélo-palestinien, certains intellectuels vous reprochent de ne pas dénoncer les bombardements israéliens à l'encontre des civils palestiniens comme vous vous insurgiez naguère contre les sièges de Vukovar et de Sarajevo par les Serbes. Que leur répondez-vous?

ALAIN FINKIELKRAUT: Une précision pour commencer. J'aime Israël et je suis saisi d'effroi devant la haine intercontinentale qui se déchaîne sur ce tout petit pays dont l'existence est encore en question. Mais je n'ai jamais soutenu inconditionnellement la politique israélienne. Le 9 juillet, j'étais à Tel-Aviv à l'invitation du journal Haaretz qui organisait une grande conférence sur la paix. Je représentais Jcall * et j'ai dit qu'en tant qu'intellectuel juif, je devais constamment me battre sur deux fronts: contre un antisémitisme d'autant plus sûr de lui-même et dominateur qu'il dénonce le «monstre sioniste» dans la langue immaculée de l'antiracisme, et pour le compromis, c'est-à-dire la séparation en deux Etats des Israéliens et des Palestiniens. J'ai ajouté qu'en s'installant dans le statu quo, le gouvernement israélien mettait en péril le projet sioniste lui-même. Dès 1991, le grand orientaliste Bernard Lewis s'inquiétait de voir Israël devenir, sur le modèle du Liban, «une association difficile, une de plus, entre ethnies et groupes religieux en conflit». Et il ajoutait: «des juifs se trouveraient dans la position dominante qu'avaient autrefois les Maronites avec la perspective probable d'un destin à la libanaise en fin de parcours.»

Pour empêcher cette prédiction de se réaliser, il serait urgent de faire ce qu'Ariel Sharon, à la fin de sa vie, appelait de «douloureuses concessions territoriales». Si ses successeurs y répugnent, c'est parce qu'ils se défient de leur partenaire, mais c'est surtout parce qu'ils ont peur de leurs propres extrémistes. Ils craignent la guerre civile entre Israéliens qui accompagnerait le démantèlement des implantations de Cisjordanie.

Gardons-nous cependant de tout confondre. Les Israéliens n'occupent plus Gaza. Il n'y a plus de présence juive sur ce territoire. Si les leaders du Hamas avaient choisi d'y construire un commencement d'Etat et, pour y assurer une vie décente à leurs administrés, de coopérer avec Israël, il n'y aurait pas de blocus et le camp de la paix israélien serait assez fort aujourd'hui pour imposer le retrait de Cisjordanie. Au lieu de cela, le Hamas a employé tout l'argent de ses généreux donateurs à l'achat de missiles et de roquettes et à l'édification d'une ville souterraine pour enfouir cet arsenal, pour cacher ses dirigeants et pour permettre à ses combattants de mener des incursions meurtrières dans les kibboutz du sud d'Israël. Lorsqu'on me dit que ces habitants n'ont nulle part où aller, je réponds que les souterrains de Gaza auraient dû être faits pour eux. Il y a aujourd'hui des pièces bétonnées dans chaque maison d'Israël. Mais le Hamas et le djihad islamique font un autre calcul et ont d'autres priorités architecturales.

N'est-il pas légitime de s'interroger sur le nombre important de victimes parmi les civils palestiniens?

Quand j'étais à Tel-Aviv, j'ai vu un petit film de propagande où le Hamas demandait aux «colons» de Beer-Sheva (NDLR: dans le Néguev) de quitter leur ville car ils allaient la pilonner. Pas questions de deux Etats pour cette organisation, pas question non plus d'un Etat palestinien. Ce qu'elle veut, c'est que la Palestine tout entière redevienne propriété de l'islam. On apprend dans sa charte que les juifs, qui grâce à leur argent contrôlent les médias du monde entier, sont à l'origine de toutes les révolutions et de tous les conflits à travers le monde!

Si la civilisation de l'image n'était pas en train de détruire l'intelligence de la guerre, personne ne soutiendrait que les bombardements israéliens visent les civils. Avez-vous oublié Dresde? Quand une aviation surpuissante vise des civils, les morts se comptent par centaines de milliers. Non: les Israéliens préviennent les habitants de Gaza de toutes les manières possibles des bombardements à venir. Et lorsqu'on me dit que ces habitants n'ont nulle part où aller, je réponds que les souterrains de Gaza auraient dû être faits pour eux. Il y a aujourd'hui des pièces bétonnées dans chaque maison d'Israël. Mais le Hamas et le djihad islamique font un autre calcul et ont d'autres priorités architecturales. Pour gagner médiatiquement la guerre, ils veulent faire apparaître Israël comme un Etat criminel. Chaque victime civile est une bénédiction pour eux. Ces mouvements ne protègent pas la population, ils l'exposent. Ils ne pleurent pas leurs morts, ils comptabilisent avec ravissement leurs «martyrs». Et ils bombardent méthodiquement l'hôpital de campagne pour les blessés palestiniens que l'armée israélienne a installée en bordure de Gaza. Je manifesterais moi-même à Paris en faveur du cessez-le-feu à Gaza si dans ces défilés on exigeait également l'arrêt des tirs de roquettes sur toutes les villes israéliennes. Je demanderais la levée du blocus si elle était assortie de la démilitarisation de Gaza. Au lieu de cela, on confond Gaza et

Sarajevo. Là où il y a la guerre, on parle de massacre, voire, tant qu'on y est, de génocide. Toutes les distinctions sont abolies par l'émotion et ce sont les plus cyniques, les plus inhumains, qui profitent de cette grande indifférenciation humanitaire.

D'aucuns comparent même Gaza - long d'un peu plus de quarante kilomètres et large de moins de dix- au ghetto de Varsovie, de sinistre mémoire. Cette comparaison vous paraît-elle déplacée? Scandaleuse?

On se souvient en effet que la Wehrmacht prenait soin, comme Tsahal aujourd'hui, de sécuriser les routes menant au ghetto pour y faire parvenir sans encombre les transports quotidiens de vivres, de médicaments, d'aides humanitaires... Le jour viendra -et il est déjà venu en Turquie-, où on ne se réfèrera plus à l'apocalypse nazie que pour incriminer Israël, le sionisme et les juifs. Je n'arrive pas à croire en Dieu, mais ce retournement du devoir de mémoire me paraît être une preuve très convaincante de l'existence du diable.

Il existe des communautés juives et musulmanes dans de nombreux pays européens. Or, le conflit israélo-palestinien prend une acuité particulière en France, où les manifestations pro-palestiniennes se sont soldées par des violences. Ce conflit extérieur ferait-il éclater au grand jour «l'identité malheureuse» de notre pays que vous avez décrit dans votre livre?

Je manifesterais moi-même à Paris en faveur du cessez-le-feu à Gaza si dans ces défilés on exigeait également l'arrêt des tirs de roquettes sur toutes les villes israéliennes. Formés par le «victimisme» contemporain à ne rien comprendre et à ne rien savoir de tout ce qu'entreprend le Hamas contre la solution de deux Etats, certains manifestent très sincèrement aujourd'hui leur solidarité avec la population de Gaza sous les bombes. Mais, pour beaucoup, ces manifestations ne sont rien d'autre que l'occasion d'exprimer leur haine des juifs, de la République et des «sionistes qui gouvernent la France.» Quand ils ne s'en prennent pas à des synagogues, ces personnes font, afin d'être bien comprises, des quenelles avec des roquettes qassam en carton. De manière générale, il y a dans le monde arabo-musulman, une tendance très forte aujourd'hui à fuir toute remise en question dans la recherche éperdue d'un coupable. Si les choses vont mal, c'est la faute des juifs. Il faut donc leur faire la guerre. Ce choix de l'esprit du djihad contre l'esprit critique est une calamité pour l'occident et pour l'islam. Il faudrait soutenir ceux qui, de l'intérieur, ont le courage de dénoncer une telle attitude, comme l'écrivain algérien Boualem Sansal, et non ceux qui l'incarnent, comme le leader du Hamas Khaled Mechaal.

On a entendu dans les rues de Paris le cri «mort aux Juifs». Le phénomène est-il comparable à l'antisémitisme des années 30 ou est-il davantage le prétexte d'un communautarisme «anti-français» qu'on a vu à l'oeuvre chez certains

supporters franco-algériens après les matchs de leur équipe?

L'antisémitisme des années trente agonise et la grande solidarité antiraciste des années quatre-vingt a volé en éclats. On a affaire aujourd'hui à l'antisémitisme de ceux qui se disent les damnés de la terre, d'où l'embarras des progressistes. Ils n'en reconnaissent l'existence qu'à contrecœur et quand ils ne peuvent plus faire autrement. Ainsi parlent-ils aujourd'hui de «nouvel» antisémitisme pour un phénomène qui existe depuis près de trente ans. Cette haine ne vise d'ailleurs pas que les juifs. On l'a vu lors des manifestations qui ont suivi les victoires de l'Algérie dans la Coupe du monde, des rodéos de voiture au remplacement des drapeaux français par les drapeaux algériens sur les édifices publics, comme à Provins par exemple. Il s'agissait d'exprimer tout ensemble sa fierté nationale et son mépris pour la nation où l'on vit.

En taxant d'antisémitisme toute critique d'Israël, certains membres de la communauté juive n'ont-ils pas, depuis des années, pris le risque d'alimenter la concurrence victimaire?

Là où il y a la guerre, on parle de massacre, voire, tant qu'on y est, de génocide. Toutes les distinctions sont abolies par l'émotion. Je critique la politique israélienne. Je plaide sans relâche depuis le début des années quatre-vingt pour la solution de deux Etats. Je condamne la poursuite des constructions dans les implantations en Cisjordanie. Je dis que l'intransigeance vis-à-vis du Hamas devrait s'accompagner d'un soutien effectif à l'autorité palestinienne. Cela ne m'empêche pas d'être une des cibles favorites du «nouvel» antisémitisme.

Selon Pascal Boniface, de nombreux français non-juifs, en particulier les musulmans, ont le sentiment qu'il y a un «deux poids, deux mesures» dans la lutte contre le racisme et que les actes antisémites font l'objet d'un traitement médiatique plus conséquent que les autres actes racistes. Partagez-vous son point de vue?

Je crois, au contraire, qu'au nom de la lutte contre l'islamophobie, on sous-estime systématiquement la haine dont les juifs et la France font l'objet dans toujours plus de territoires de la République. Il faut des manifestations comme celles de Barbès et de Sarcelles pour qu'on en mesure, temporairement, la réalité et l'ampleur.

Plus largement, une partie de la gauche «antiraciste» a abandonné le combat pour l'égalité des droits au profit de la défense des particularismes, voire des communautarismes. Ne porte-t-elle pas une lourde responsabilité morale dans la grave crise identitaire que traverse la France?

C'est une responsabilité très largement partagée. A droite aussi la tentation est grande

de préférer les accommodements prétendument raisonnables à la défense de la République et ce sont aujourd'hui des ministres de gauche, Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, qui se montrent intransigeants en cette matière au mépris de leurs intérêts électoraux comme le leur rappelle avec inquiétude la fraction Terra nova du parti socialiste.

Derrière le rejet d'Israël par une partie de la gauche française, faut-il voir un refus de l'identité, de l'Etat-nation et des frontières?

Dans un article publié en 2004 dans la revue *Le Débat*, l'historien anglais Tony Judt écrivait que «dans un monde où les nations et les hommes se mêlent de plus en plus et où les mariages mixtes se multiplient, où les obstacles culturels et nationaux à la communication se sont presque effondrés, où nous sommes toujours plus nombreux à avoir des identités électives multiples, et où nous nous sentirions affreusement gênés s'il nous fallait répondre à une seule d'entre elles ; dans ce monde, Israël est véritablement un anachronisme.» De même que Saint-Paul s'indignait du refus juif de la religion universelle, nos multiculturalistes voient Israël comme un obstacle ethno-national à la reconnaissance définitive de l'Homme par l'Homme. Mais le monde humain n'est ni un supermarché, ni un dépliant touristique. Qu'est-ce que le multiculturalisme derrière le *United Colors of Benetton* et la joyeuse disponibilité de toutes les cuisines, de toutes les musiques, de toutes les destinations? C'est le choc des cultures, et dans ce choc, les juifs où qu'ils soient, quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, sont en première ligne.

* J'call rassemble les citoyens juifs européens qui aspirent à une paix au Proche-Orient fondé sur un accord entre Israéliens et Palestiniens, selon le principe «deux peuples, deux Etats»